



Observatoire « Russie, Caucase et Europe orientale »*

Compte rendu

Centre Russie/NEI

« Russie-Turquie : un partenariat durable ? »

Table-ronde autour de **Oksana Antonenko**

Control risk, non ? préciser son titre. 18 septembre 2019 (Ifri, Paris)

1. Des perceptions réciproques façonnées par une histoire conflictuelle

L'histoire des relations russo-turques a été dominée par de nombreuses périodes de rivalité et de conflits. Leurs visions de la région et du monde restent largement façonnées par leurs héritages impériaux. Leurs sphères d'influence respectives se recoupent partiellement (conception russe de l'Eurasie, liens culturels de la Turquie avec l'Azerbaïdjan, les pays d'Asie centrale et les peuples turcophones du Caucase du Nord).

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a perçu l'ambition de la Turquie de s'ériger en puissance eurasiatique comme un défi majeur. En parallèle, les deux pays ont renforcé leurs partenariats avec l'Union européenne (UE), en essayant de converger avec ses standards normatifs et, pour la Turquie, de l'intégrer. La Turquie y est partiellement parvenue, intégrant l'union douanière avec l'Europe et augmentant significativement ses interactions économiques avec Bruxelles. Pour la Russie, le processus de convergence, moins abouti, s'est inversé depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Actuellement, **Ankara et Moscou se perçoivent comme deux pôles souverains dans un monde multipolaire et partagent une conception commune de l'évolution du système international.**

2. La relation personnelle entre V. Poutine et R.T. Erdogan, moteur du rapprochement bilatéral

La proximité entre V. Poutine et R.T. Erdogan constitue cependant le principal moteur de la relation bilatérale. Tous deux incarnent des figures d'« hommes forts » et de « pères de la nation ». R.T. Erdogan considère V. Poutine comme un modèle pour avoir renforcé l'indépendance de la Russie vis-à-vis de l'Occident et son propre pouvoir. Les critiques occidentales contre l'autoritarisme des régimes turc et russe sont aussi un facteur de rapprochement : depuis l'échec du coup d'État en 2016 plus particulièrement, Ankara subit une pression croissante de la part de l'Occident sur le manque de respect des normes démocratiques.

Les deux chefs d'États s'entretiennent presque chaque semaine depuis plusieurs mois, en particulier en lien avec la Syrie. **L'importance de la dimension interpersonnelle rend cependant la relation bilatérale particulièrement vulnérable** et exposée aux crises, d'autant plus qu'elle est dépourvue de fondements stratégiques solides.

3. Des relations économiques en perte de vitesse

Les échanges commerciaux russo-turcs (25,6 milliards en 2018) restent largement inférieurs à ceux de la Turquie avec l'Union européenne (165 milliards). Ils devraient enregistrer un déclin en 2019, ne dépassant pas 20 à 22 milliards de dollars. Ils concernent principalement les hydrocarbures, le bois de construction, les métaux et les produits agricoles. Les exportations depuis la Russie pèsent le plus dans la balance (mais la situation évolue en raison de la diversification gazière opérée par Ankara). Les échanges restent néanmoins limités par des barrières commerciales : les lobbies russes ont notamment obtenu le maintien des restrictions à l'importation de produits agricoles turcs après 2016 et V. Poutine a récemment reproché à Ankara d'entraver l'importation d'engrais et de métaux russes. Malgré la volonté affichée de doubler les échanges commerciaux bilatéraux, ces restrictions risquent d'entraver toute percée.

L'industrie du bâtiment occupe une place importante dans les échanges économiques. Dans les années 1990-2000, les entreprises turques du secteur ont grandement bénéficié du développement économique de la Russie et de plusieurs chantiers d'infrastructures pour les grands événements sportifs (Jeux olympiques, Coupe du Monde...). La destruction d'un bombardier Sukhoï-24 par l'armée turque en 2015 a conduit Moscou à évincer les entreprises turques de plusieurs projets, avant que l'apaisement des relations ne permette leur retour en 2016. La stagnation de l'économie russe a cependant fait perdre au pays son attractivité.

Sur le plan énergétique, l'interdépendance entre les deux pays se maintient mais le rapport de forces évolue en faveur d'Ankara. La Turquie a pendant longtemps couvert la majeure partie de ses besoins d'importation en gaz grâce à la Russie (qui a représenté jusqu'à 69 % du total des importations turques). Cependant, **la part de la Russie dans les importations de gaz par la Turquie décline progressivement** – de 63 % en 2016 à 35 % au premier semestre 2019. Les livraisons de gaz russe par le gazoduc Trans-Balkan (via l'Ukraine) diminuent. Il en est de même pour le Blue Stream, qui s'est révélé peu rentable en raison de la faible demande dans la région de Samsun. La finalisation rapide du gazoduc Turk Stream, d'importance stratégique pour Moscou car elle lui permettrait de contourner l'Ukraine, est compromise par la difficulté de la Bulgarie à financer la partie du gazoduc passant par son territoire. D'autres pays (Serbie, Hongrie, Autriche) seront également confrontés à cette difficulté.

La Turquie se positionne désormais comme un hub et n'a pratiquement plus besoin du gaz russe. Elle augmente ses importations de GNL (algérien, américain et qatari) et de gaz d'Azerbaïdjan. Le GNL américain est désormais moins coûteux que le gaz russe. Cette nouvelle donne offre plus de flexibilité à la Turquie et génère des tensions croissantes avec la Russie : les compagnies turques ne voient plus d'intérêt à souscrire de contrats de long terme avec Gazprom. Dans les arbitrages en cours et à venir, la Turquie sera en position de force pour obtenir des baisses de tarifs plus importantes de par sa position incontournable pour le transit du gaz russe vers l'Europe (Turk Stream, Blue Stream). **Après la fin du contrat actuel avec Gazprom en 2021, il est possible que la Russie perde sa place de fournisseur principal pour le marché turc,** et que la Turquie ne devienne pour Gazprom qu'un pays de transit. En tout état de cause, les volumes importés continueront probablement de décroître.

La construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu, projet majeur pour Rosatom, se heurte à de nombreux obstacles financiers et logistiques. L'incapacité à attirer des investisseurs turcs en fait augmenter le coût pour la Russie. Malgré l'engagement de R. T. Erdogan à finaliser la construction de la centrale à l'horizon 2023, le projet se heurte à des controverses croissantes en matière de sécurité et d'écologie. Il n'est même pas certain que la Turquie soit en mesure d'acheter l'électricité produite par la centrale, faute d'infrastructure adéquate.

Enfin, le tourisme joue un rôle significatif dans les liens économiques entre les deux pays ; les nombreux touristes russes (avec un record de 6 millions atteint en 2018) profitent largement au secteur privé turc, en particulier aux petites entreprises.

- **Face aux sanctions occidentales contre la Russie, un soutien turc plus politique qu'économique**

La Turquie est un allié politique de Moscou sur la question des sanctions, auxquelles elle s'est ouvertement opposée. Cependant, ce soutien n'a pas eu de traduction économique concrète : Ankara n'a pas favorisé la politique russe de substitution aux importations (*importozamechtchenie*), car les produits agricoles d'Europe centrale ont été exportés en Russie *via* la Turquie (sous labels turques). En outre, la production agricole turque fait concurrence aux produits russes par ses prix attractifs. Les discussions bilatérales initiées pour renforcer les paiements en devises nationales afin de contourner le dollar s'annoncent peu prometteuses : la proposition turque de payer les avions de chasse russes en liras n'a pas suscité l'enthousiasme des entreprises du complexe militaro-industriel russe. Surtout, **la coopération avec la Turquie ne peut pas compenser la perte de celle avec l'Occident** en matière d'investissements directs (FDI) et de technologies, notamment pour les projets d'exploration offshore, les équipements électroniques, etc.

4. Coopération militaire : des perspectives limitées malgré le contrat sur les S-400

La vente de systèmes de défense antiaérienne S-400 à Ankara constitue une victoire géopolitique pour Moscou. Deux batteries ont déjà été livrées et l'entraînement des personnels turcs a commencé.

Cette acquisition est préoccupante pour l'OTAN : elle mine la cohésion entre ses membres et pourrait renforcer les capacités de renseignement et d'influence russes. Ces inquiétudes doivent cependant être nuancées : la Turquie pourrait, à l'instar de la Grèce avec les S-300, ne pas déployer ces systèmes et les conserver « en option ».

Des incertitudes pèsent sur la question du transfert de technologies. **Il est probable que la Turquie obtienne la possibilité d'assembler une partie des systèmes sur son sol, sans que cela n'implique de transfert de technologies** à proprement parler. La Turquie pourrait cependant tenter, comme le fait la Chine, de reproduire elle-même ces technologies. **En cas de tensions entre les deux pays, la possibilité de transmettre des informations sur les S-400 à Washington constituerait pour Ankara un levier contre Moscou.**

Les perspectives d'approfondissement de la coopération militaro-technique russo-turque restent limitées par la faiblesse de l'offre russe : la production du chasseur Su-57 est loin d'être achevée (il n'a même pas encore été livré aux forces russes). Le Su-35 rencontre aussi des difficultés de production et ne peut pas se substituer au F-35 américain. De fait, **le partenaire russe ne peut se substituer à l'OTAN et aux États-Unis en matière d'armements.** En outre, un nouveau contrat d'armement majeur avec la Russie exposerait la Turquie à des sanctions dans le cadre de la loi CAATSA. Enfin, en dépit du réchauffement des relations politiques, **les communautés militaires des deux pays continuent à se considérer avec méfiance,** voire animosité, depuis la destruction du Su-24 russe par l'armée turque en 2015. Cet état d'esprit limite l'échange d'informations et de technologies militaires.

5. Syrie : un partenariat ambivalent et fragile ?

La plupart des anciens combattants de l'État islamique originaires d'Asie centrale sont aujourd'hui réfugiés en Turquie. Moscou a intérêt à ce qu'ils demeurent en Turquie afin de prévenir tout attentat sur le territoire russe.

Le sort d'Idlib constitue un défi majeur pour la coopération russo-turque en Syrie. Cette question alimente l'hostilité envers Moscou au sein de la population turque et préoccupe particulièrement Ankara. En effet, **une offensive sur le modèle d'Alep pourrait entraîner l'afflux de millions de réfugiés vers la Turquie.** Or, le pays accueille déjà entre 3,5 (officiellement) et 5 millions de réfugiés, ce qui entraîne une montée du sentiment antisyrrien sur fond d'augmentation du chômage. La Turquie s'efforce donc de repousser l'offensive contre Idlib et d'en limiter l'ampleur. Toutefois, elle n'a jusqu'à présent pas honoré son engagement d'y désarmer les combattants islamistes. La Russie apporte une assistance (essentiellement symbolique) aux forces turques à Idlib, mais la présence des deux armées dans la zone pourrait conduire à des incidents (en cas de bombardement d'un convoi militaire par exemple).

La question kurde constitue un autre facteur de tension entre les deux pays. Pour Ankara, la création d'une entité autonome kurde au nord de la Syrie est inacceptable, d'autant plus que le Parti de l'union démocratique (PYD) maintient des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie n'a cependant pas la capacité d'empêcher seule la consolidation de l'entité kurde et ne peut compter sur un soutien actif des États-Unis dans ce domaine.

Trois scénarios d'évolution sont aujourd'hui envisageables :

- 1) La Turquie accepte le contrôle exercé par le PYD sur une partie du territoire, à la condition que le PYD renonce à ses relations avec le PKK. Erdogan initie un « processus de paix » en Turquie. Cette option entraînerait cependant un soulèvement nationaliste, fragilisant le parti d'Erdogan.
- 2) Les États-Unis se retirent de Syrie, laissant Ankara et Damas régler la question kurde. L'appui de Moscou serait nécessaire pour reprendre le contrôle des territoires contrôlés par le PYD. Or la neutralité, voire la proximité russe vis-à-vis des Kurdes pourrait contrarier les plans d'Ankara.
- 3) La Turquie et les États-Unis reprennent des territoires au PYD et contraignent celui-ci à se retirer de Syrie orientale. La relation turco-américaine se rapprocherait alors d'un partenariat stratégique. Les Russes y répondraient par une offensive contre Idlib.

De fait, **quel que soit le scénario, les relations russo-turques resteront problématiques sur le dossier syrien.**

6. En Europe et en Eurasie : entre coopération et compétition

Vis-à-vis de l'Ukraine, la Turquie adopte une posture ambivalente. Elle s'est ainsi opposée à l'annexion de la Crimée (notamment en raison de son soutien aux Tatars de Crimée) et a proposé son assistance militaire à Kiev pendant la phase active de la guerre du Donbass. Cependant, elle a récemment rétabli les liaisons par ferry avec les ports de Crimée et soutient le projet de Turk Stream qui vise à contourner le territoire ukrainien. Le dossier ukrainien restera pour Ankara un levier de pression sur Moscou.

En mer Noire, le « condominium » russo-turc est contrarié par le renforcement de la présence des pays de l'OTAN (ou soutenus par l'OTAN ou les États-Unis), en particulier la Roumanie et l'Ukraine, qui cherchent à contenir la puissance navale russe.

Dans les Balkans, les ambitions de la Russie sont davantage géopolitiques qu'économiques, Moscou s'efforçant (en vain) d'y contenir l'expansion de l'influence de l'UE et de l'OTAN. Pour sa part, Ankara approuve l'intégration des Balkans dans l'UE, mais cherche aussi à y établir une sphère d'influence culturelle. Pour autant, **ces ambitions restent limitées et on ne peut parler d'une réelle compétition russo-turque dans les Balkans.**

En Asie centrale, la Turquie a peu d'influence comparée à la Chine, malgré l'activisme de ses petites et moyennes entreprises. Les tensions qui affectent la relation sino-turque (en lien avec les Ouïghours)

limitent ses possibilités de coopération avec Pékin, devenue incontournable pour tout acteur souhaitant s'imposer dans la région. Par ailleurs, **les efforts d'Ankara pour conclure un accord commercial avec l'Union économique eurasiennne ou pour intégrer l'Organisation de coopération de Shanghai sont accueillis avec méfiance par Moscou.**

La situation semble relativement stable dans le Haut-Karabagh. Toutefois, en cas de dégel du conflit, la Russie et la Turquie se trouveraient opposés dans leur soutien aux belligérants.